Brésil

Une interprétation des récentes manifestations de rue

Fernando J. PIRES de SOUSA *

Le Brésil a connu de nombreuses manifestations de rue entre juin et août 2013, évoquant les explosions de mouvements sociaux qui ont eu lieu un peu partout dans le monde ces dernières années (dans les pays arabes, en Europe et en Amérique du Nord), et qui dans une certaine mesure perdurent jusqu'à aujourd'hui. L'évènement qui a mis le feu aux poudres est la décision de la municipalité de São Paulo, le 2 juin, d'augmenter le prix du billet d'autobus de « seulement » 20 centavos (soit 7 centimes d'euro). Très vite, des manifestations comptant au départ quelques milliers de personnes se sont répandues dans plusieurs grandes villes du pays, à l'initiative d'un collectif de jeunes créé en 2005 et comptant à peine 40 membres, le « Movimento Passe livre » (Mouvement pour le transport gratuit). Fortement réprimées par la police militaire, notamment le 13 juin, ces manifestations ont soudain pris de l'ampleur. Le 17 juin, elles ont réuni jusqu'à 65 000 personnes à São Paulo, et 100 000 à Rio, et se sont étendues à plus d'une dizaine de grandes villes du pays. Le point culminant de ces manifestations a été atteint le 21 juin, avec 1,5 million de manifestants à travers le pays. Cette explosion a surpris tout le monde et laissés stupéfaits gouvernements, partis politiques, syndicats, milieux intellectuels, etc., tant au Brésil qu'à l'étranger, où l'on estimait que le pays connaissait une période de stabilité politique et de prospérité économique et sociale. Des manifestations éclosent encore ici et là dans les villes. Elles sont néanmoins de moindre ampleur et davantage guidées par des protestations et des revendications liées aux vicissitudes locales.

Grâce aux facilités de communication par la voie des réseaux sociaux, ces manifestants ont brusquement fait émerger tous les mécontentements politiques et sociaux accumulés depuis de nombreuses années vis-à-vis des élites dirigeantes du pays. Les foules, à la composition hétérogène, exigeaient surtout des améliorations de la protection sociale universelle, un meilleur accès aux services publics (santé, éducation, transport, sécurité) et de meilleures conditions de travail et de rémunération des salariés.

* Professeur au département de théorie économique de la Faculté d'économie de l'Université fédérale de Ceará, Brésil (DTE/FEAAC/UFC).

Symboliquement, en référence au peuple et au territoire, voire à ce passage de l'hymne national « Couché éternellement dans un berceau splendide », les affiches du mouvement proclamaient : le « géant s'est réveillé ! ». Les manifestants exprimaient ainsi leur refus d'être dociles, complaisants et passifs face aux négligences, aux irresponsabilités et à la corruption avérée des élites, de même qu'à la dégradation des conditions de vie et de travail de la population dans les grandes agglomérations urbaines.

La première partie de cet article vise donc à contextualiser cette explosion sociale en référence à l'histoire politique et syndicale, plus ou moins récente, du Brésil. La seconde partie expose les diverses interprétations ou « thèses » avancées à propos de cette révolte populaire. Par rapport à ces explications, la troisième partie propose des éléments de réflexion originaux, mettant l'accent sur les enjeux différenciés des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté et ceux liés à la protection sociale universelle.

Le contexte des mobilisations, marqué par l'histoire politique et syndicale du Brésil

D'abord, l'histoire politique du Brésil républicain jusqu'à la Constitution fédérale de 1988 a été marquée par le populisme et l'autoritarisme dictatorial, les moments démocratiques ayant été éphémères. Avec la re-démocratisation du pays, instituée par cette Constitution récente, fruit de 24 ans de lutte contre la dictature militaire, toute une génération de Brésiliens a déjà vécu dans la « normalité » politique. Les jeunes ne sont donc pas « fils et filles » de la dictature, comme la plupart de leurs parents, qui ont été victimes de diverses formes d'oppression et d'humiliation. Ils sont nés dans une période marquée autant par l'affirmation de la démocratie, la lutte contre les forces conservatrices et autoritaires et la peur d'un retour de ces forces au pouvoir, que par la mise en place de politiques néolibérales marquant la fin du keynésianisme et du « développementisme », l'« interruption » (ou l'inachèvement) du processus de construction de la protection sociale et des droits sociaux au profit de politiques sociales ciblées, les scandales de corruption, ainsi qu'un « Présidentialisme de coalition » – qui a prédominé au cours de cette période. Ce dernier renvoie au jeu complexe d'alliances politiques dans lesquelles les Présidents Lula da Silva (appelé communément Lula) et Dilma Rousseff se sont engagés (y compris avec des partis conservateurs, auxquels des postes de ministre ont été attribués), face à la fragmentation du paysage politique brésilien et à l'absence d'une majorité.

Ces jeunes n'ont pas trouvé leur compte dans ce long processus, et cette frustration a alimenté les sentiments de déception, de désillusion et de désenchantement par rapport à la politique et aux institutions. Et ceci, malgré une relative réussite du Président Lula dans les domaines économique et social, si l'on pense à la croissance de l'emploi formel (10 millions d'emplois créés entre 2003 et 2010), aux diverses revalorisations du salaire minimum (passé de 87 reals par mois en 2002 à 510 reals en 2010) et à l'extension des programmes fédéraux de transfert de revenu, notamment Bolsa Família (Bourse Famille), qui a permis à 25 millions de Brésiliens de sortir de l'extrême pauvreté (encadré), aboutissant à une réduction des inégalités.

Le système syndical brésilien reste de son côté fortement marqué par ses origines « corporatistes » en matière

de relations entre le capital et le travail (Gagnon, Lang 2008). Les syndicats doivent être officiellement reconnus par le ministère du Travail et de l'Emploi pour pouvoir participer aux négociations en tant que représentants des travailleurs au niveau de l'entreprise, parfois de la branche. Les salariés du secteur formel, qu'ils soient syndiqués ou pas, sont redevables d'une cotisation syndicale obligatoire, équivalent d'un jour de travail par an (principe d'impôt syndical). Ils sont représentés à un double niveau (par secteur d'activité et par région) par un syndicat qui détient alors le monopole de leur représentation (principe d'unicité syndicale). Cette législation syndicale relativement protectrice a été mise en place dans ses grandes lignes au cours des années 1930 et 1940 sous la présidence de Getulio Vargas, notamment la Consolidation des lois du travail (CLT) adoptée en 1943, qui regroupe et consolide l'ensemble de la législation sociale et syndicale, initiée en 1930 (droit du travail et organisation des syndicats).

À l'époque de la dictature militaire (1964-1985), les syndicats restaient donc étroitement contrôlés par l'appareil d'État, avant que les choses ne commencent à changer dans les années 1980, dans le cadre d'un processus de démocratisation. À la fin des années 1970, une série de grèves et de luttes ouvrières se développe, en particulier dans les entreprises de la métallurgie de l'ABC, la banlieue industrielle de São Paulo. Elles marquent l'avènement d'un « Novo Sindicalismo » (Nouveau syndicalisme), influencé par les courants socialistes et ceux progressistes de l'église catholique (théologie de la libération) et incarné par la création de la Centrale unique des travailleurs (CUT) en 1983. La CUT, proche du Parti des travailleurs (PT) fondé en 1980, s'impose rapidement comme la première force syndicale du pays, présente à la fois chez les fonctionnaires et auprès des travailleurs du secteur privé, en particulier ceux de la grande région métropolitaine de São Paulo [1]. « Força Sindical » (FS), créée en 1991, est sa principale rivale. Ces deux plus importantes centrales se sont cependant rapprochées au cours des dernières décennies, convergeant toutes deux vers un modèle de syndicalisme « propositionnel » ou « citoyen » (*i.e.* syndicalisme de service), éloigné du syndicalisme de classe ayant caractérisé la CUT à son origine (Galvao, à paraître). Plusieurs autres centrales coexistent, créées pour certaines à la suite de scissions [2]. Si bien que l'on a affaire au Brésil à un syndicalisme très fragmenté, avec la présence de sept confédérations dont la représentativité a été reconnue par l'État en 2008. Cette fragmentation du syndicalisme au sommet, qui ne représente qu'à peine 20 % des salariés du pays, est à l'image de la fragmentation de la classe ouvrière brésilienne.

Depuis l'arrivée du PT au pouvoir en 2003 [3], la CUT entretient des liens étroits, pour ne pas dire intimes, avec

1. Elle fédère aujourd'hui un peu plus de 2 000 syndicats associés.
2. Centrale syndicale et populaire – Coordination nationale des luttes (CSP-Conlutas), née en 2004 d'une scission de la CUT ; Centrale générale des travailleurs du Brésil (CGTB), issue d'une scission d'avec l'ex-Confédération générale des travailleurs (CGT) ; Nouvelle centrale syndicale des travailleurs (NCST) créée en 2005 ; Union générale des travailleurs (UGT) créée en 2007 ; Centrale des travailleurs et des travailleuses du Brésil (CTB), issue également d'une scission de la CUT en 2007.
3. Lula fera deux mandats de quatre ans (2003-2006 et 2007-2010) et Dilma Rousseff se présentera sans doute en 2014 pour accomplir son second mandat.

l'État, ses militants ayant massivement abondé les rangs des différents gouvernements du PT. Elle participe de surcroît à de nombreux organismes tripartites créés par ces mêmes gouvernements. C'est notamment le cas du Forum national du travail, qui devait élaborer la proposition de réforme syndicale et du droit du travail. Cette réforme de la CLT, voulue par le Président Lula, a à peine été engagée, entravée par le scandale de corruption qui a éclaboussé le PT [1]. La CUT n'en a pas moins accompagné toutes les grandes réformes d'inspiration néo-libérale du gouvernement Lula, même les plus impopulaires : réforme des retraites [2], programme de privatisations, réforme du Code du travail, déréglementation financière, etc. En conséquence, la décision des principales centrales syndicales d'organiser une première journée nationale de luttes unifiées le 11 juillet, soit un mois après le déclenchement des premières manifestations, et une seconde le 30 août, n'a pas réussi à mobiliser plus de quelques dizaines de milliers de personnes dans tout le pays, cette initiative ayant été interprétée comme une tentative de récupération du mouvement social. Néanmoins, la plateforme unitaire a eu le mérite de remettre à l'ordre du jour des revendications importantes et longtemps oubliées du mouvement syndical (réduction de la semaine de travail à 40 heures au lieu de 44 heures actuellement, augmentation des dépenses de retraite et de santé, gratuité et amélioration de la qualité des transports publics, réforme agraire, résistance au projet de loi gouvernemental institutionnalisant la sous-traitance et à la vente de concessions pétrolières au secteur privé, etc.).

Ce tableau ayant permis d'esquisser le contexte des mobilisations déclenchées par les jeunes, il convient maintenant de passer en revue les principales interprétations qui en ont été proposées.

Les interprétations en cours sur les mobilisations

Il faut remarquer ici que la caractéristique singulière de ces mobilisations réside dans le fait qu'elles se sont produites complètement en dehors du *leadership* des partis politiques – tant de gauche que de droite –, des syndicats et des figures charismatiques de la politique, auxquels les manifestants ont énergiquement refusé toute participation. Ce phénomène est interprété comme un rejet absolu des institutions et des représentants politiques à cause du discrédit, de la méfiance, voire pour certains de l'antipathie dont ils font l'objet. L'État et les institutions sont accusés par les manifestants d'être incapables d'apporter une réponse aux revendications et aux insatisfactions de la population, d'être corrompus [3] et de

1. Le plus gros scandale politique de ces dernières années reste celui qui a éclaboussé les principaux dirigeants du PT en 2005, à la fin du premier mandat de Lula. José Dirceu, alors ministre et député, a notamment été accusé d'avoir organisé, avec d'autres dirigeants du PT, une gigantesque affaire de pots-de-vin pour obtenir le vote des députés de la coalition gouvernementale en faveur des projets de loi du gouvernement. Cette question est revenue avec force en 2012, dans l'attente d'un jugement de la Cour suprême brésilienne.
2. Cette réforme a remis en cause le principe de retraite à taux plein intégral (100 %) chez les fonctionnaires, et celui de la parité entre actifs et inactifs, aboutissant à la création de fonds de pension.
3. Il en est ainsi de la surfacturation récurrente des coûts de travaux financés sur fonds publics. La Coupe des confédérations en juin dernier a donné un motif supplémentaire aux protestations, à savoir que la FIFA aurait porté atteinte à la « souveraineté de la Nation » par ses exigences de tous ordres pour réaliser cette compétition internationale, y compris la Coupe du monde de football en 2014.

défendre les privilèges des élites, exprimant ainsi le sentiment de ne pas avoir de prise sur le pouvoir, de ne plus être représentés par les politiciens élus. Toutes les analyses parues depuis environ un mois dans les principaux journaux et revues du pays, ainsi que les entrevues et reportages – il n'y a pas eu encore (ou très peu) d'articles scientifiques et de livres publiés sur ce sujet [1] – convergent : oui, il y a bien une crise de représentativité du système politique brésilien, à laquelle d'ailleurs la Présidente a cherché à répondre en proposant une assemblée constituante, pour en abandonner l'idée très vite. De même, tout le monde s'entend pour reconnaître que les succès obtenus dans les domaines de l'emploi, des revenus et de la consommation, qui ont contribué dans une grande mesure à l'émergence de la fameuse « nouvelle classe moyenne », ont aussi rendu possibles les revendications de cette classe en matière d'accès à des services publics de qualité. Il est vrai aussi qu'on a noté une présence nombreuse de jeunes et d'adultes des classes moyennes « traditionnelles », c'est-à-dire les plus aisées, et même des riches, qui clamaient davantage leur indignation qu'elles ne revendiquaient la satisfaction de leurs besoins [2].

Les mobilisations ne se sont pas faites sur une base idéologique au sens traditionnel, de gauche ou de droite. Les demandes étaient multiples, sans unité de direction ou de commandement. On est donc loin de protestations révolutionnaires, visant à une prise du pouvoir politique ou à la chute du capitalisme et l'avènement du socialisme. Il s'agit plus simplement de mobilisations pour obtenir l'amélioration des conditions de vie économiques et sociales dans les grandes agglomérations urbaines et l'exigence d'une vraie légitimité des institutions démocratiques.

Sur ce point, on trouve des arguments intéressants chez Sorj (2013), qui souligne le caractère civique comme une valeur méprisée à reconquérir, d'où l'importance de la lutte contre la corruption et l'impunité, et la nécessité de défendre ce qu'il ressortit au bien commun, au sentiment de citoyenneté et d'appartenance à une nation. D'autres auteurs, comme Fleury (2013), Grzybowski (2013) et Nobre (Cazes, 2013), insistent sur la mise en cause du « présidentialisme de coalition » comme facteur décisif dans la montée des insatisfactions et l'éclatement des manifestations. Ainsi, l'accommodement au sein du gouvernement de plusieurs partis et groupes politiques, de syndicalistes et de représentants de segments de la société civile, ont rendu difficile, voire impossible, l'exercice démocratique des citoyens qui voulaient des changements et des réformes. En conséquence, les élites dirigeantes (politiques, économiques et syndicales) ont eu les mains libres pour faire ce qu'elles voulaient, en l'absence d'opposition à leurs projets et à la défense de leurs intérêts. Les choses se sont passées comme si tout était sous contrôle, et qu'elles pouvaient continuer à retarder la mise en œuvre des réformes structurelles dans les champs politique, fiscal, du travail, de l'éducation, agraire et urbain, etc.

Or, ces réformes étaient attendues depuis longtemps par la population, en particulier dès le premier mandat du Président Lula (2003-2006), car, pour la première fois dans l'histoire du Brésil, un

1. La seule exception à notre connaissance est un livre publié le 27 juillet 2013, sous forme de e-book, par Marcos Nobre, sous le titre *Choque de Democracia – Razões da Revolta*.
2. La notion de classe moyenne au Brésil a une acception très large qui renvoie à une très grande hétérogénéité des catégories considérées.

ancien syndicaliste considéré comme un vrai représentant des travailleurs se hissait à un tel poste de pouvoir au niveau fédéral. En choisissant de procéder de façon très pragmatique au plan politique, Lula a pu gouverner le pays pendant huit ans ; en outre, sa popularité et les alliances passées avec les partis politiques lui ont permis de choisir sa candidate à la succession de la présidence de la République : Dilma Rousseff, finalement élue en octobre 2010 [1]. C'est donc dans ces circonstances, aggravées par les scandales de corruption qui ponctuent régulièrement la vie politique brésilienne [2], la montée de la violence et des problèmes urbains, la précarité dans les domaines de l'éducation et de la santé, la chute de la croissance, la crise du secteur industriel, le ralentissement de l'emploi, les retours du spectre de l'inflation et des augmentations des taux d'intérêt, que ces mouvements de masse ont été déclenchés.

Mais ils sont sans doute aussi en partie le produit d'une évolution particulière de la protection sociale au Brésil, qui a opposé les programmes spécifiques et ciblés de transfert de revenus en faveur des pauvres et une protection sociale universelle, davantage tournée vers les classes moyennes.

Programmes de lutte contre la pauvreté *versus* protection sociale universelle

On ne peut comprendre complètement la situation actuelle au Brésil sans la mettre en relation avec les questions relatives à la pauvreté et à la protection sociale. N'est-il pas en effet emblématique de constater la quasi-concomitance entre les dernières mobilisations de juin-juillet et celles qui se sont produites juste avant, à la fin du mois de mai de cette année, pour protester contre la rumeur d'une éventuelle interruption du programme Bolsa Família (encadré) ? Cette rumeur avait alors instantanément provoqué une grande mobilisation des familles (environ 900 000 personnes, selon Carta Maior, 2013), notamment des mères dans tout le pays, en particulier dans les villes du Nord-Est, où prédomine la pauvreté. Ces mères, qui s'étaient massées devant les agences publiques chargées de la gestion du programme, n'acceptaient pas l'hypothèse de son interruption, soulignant son importance pour la subsistance des familles et contestant le droit du pouvoir politique d'y porter atteinte. Il est étonnant que pratiquement aucun analyste n'ait porté une quelconque attention à cet évènement.

En fait, ces mobilisations ont mis en évidence selon nous le conflit de problématique au Brésil entre d'une part, la poursuite du combat contre la grande pauvreté, symbolisé par le nouveau programme phare mis en place par Dilma Rousseff, Brasil sem Miseria (Brésil sans misère) [3] et d'autre part, la démarche inachevée de construction de la protection sociale universelle. Presque au même moment, deux grands évènements ont ainsi fait apparaître d'un côté la force politique

1. Grâce aussi à l'élargissement des alliances politiques, Dilma Rousseff a obtenu le soutien formel de pas moins de 11 partis politiques.
2. Outre le scandale qui a failli éclabousser Lula en fin de son premier mandat (voir *infra*), depuis le début du mandat de Dilma Rousseff, quatre de ses ministres ont dû démissionner, accusés de corruption et de détournement de fonds publics.
3. Ce nouveau programme d'inclusion sociale a été initié en juin 2011 et vise à sortir 800 000 familles de l'extrême pauvreté dans laquelle elles vivent en dépit de Bolsa Família. Il vise à offrir à la fois une garantie de revenu, un accès aux services publics et un retour à l'activité.

des populations pauvres dans la défense de Bolsa Família et, de l'autre, la force des classes moyennes dans la défense de la protection sociale. On constate ainsi que les pauvres, en tant que bénéficiaires des politiques de transfert de revenu, font tout pour que celles-ci soient maintenues, car ils vivent dans la précarité caractérisée par le manque de couverture sociale et l'état déficient des services publics de santé, d'éducation, de transport, de sécurité, etc.

Ils sont, depuis toujours, habitués à cette situation, puisque l'oppression historique et structurelle à laquelle ils ont été séculairement soumis a forgé l'action de l'État en leur faveur, par le moyen d'une offre de services, définie comme un privilège, une concession ou même une forme d'aumône, entretenue par la tradition de clientélisme politique. C'est pourquoi ils se sont mobilisés dans la crainte d'une disparition de Bolsa Família, un programme qui leur offre un revenu minimum garanti, indispensable à leur survie. En revanche, les problèmes qui se posent dans l'immédiat pour les classes moyennes ne sont pas nécessairement d'ordre monétaire. Ils relèvent plutôt de la dégradation de leurs conditions de vie, face à la détérioration des services publics qui touche aussi les pauvres, et à

Encadré

Le programme Bolsa Família

Il s'agit d'un des plus importants programmes de lutte contre la pauvreté au Brésil. Il a été mis en place par le Président Lula en 2003 au début de son premier mandat et résulte de l'unification de différents programmes créés sous la présidence précédente de Fernando Henrique Cardoso : Bolsa Escola (bourse école), Auxílio Gás (aide gaz), Bolsa Alimentação (bourse alimentaire) et Carta Alimentação (carte alimentaire).

Ce programme sous tutelle du ministère du Développement social accorde une aide financière aux familles pauvres, c'est-à-dire à celles dont le revenu mensuel par tête ne dépasse pas 140 reals (47 euros). Ces familles sont majoritairement issues des régions rurales du Nord-Est brésilien. Le montant des ressources monétaires accordées par les municipalités est fonction des besoins et de la taille des familles, notamment de leur nombre d'enfants. Il varie de 70 à 182 reals par mois (soit de 23 à 61 euros) et est attribué aux femmes au sein des familles, sous une double condition : la scolarisation des enfants et leur suivi médical. Les dépenses afférant à ce programme représentent environ 0,4 % du PIB et plus de 13 millions de familles en bénéficiaient en août 2011 (soit environ 52 millions de personnes ou 28 % de la population brésilienne). Ce programme a permis la création d'un registre unique des familles vivant dans la pauvreté.

Malgré l'existence de ce programme, la pauvreté extrême (revenu mensuel par tête inférieur à 70 reals, soit 23 euros) perdure. C'est pourquoi le gouvernement Dilma a mis en place à partir de juin 2011 un programme spécifique, Brasil sem miseria, visant à sortir 800 000 familles de la pauvreté extrême.

l'insuffisance d'une couverture sociale de qualité (retraite et assurance maladie notamment [1]). Des problèmes qui, d'évidence, ont été négligés par les gouvernements successifs depuis les années 1990, y compris ceux du PT, lesquels n'ont pas investi dans l'amélioration de l'offre de services classiquement compris dans la protection sociale universelle.

S'il n'est pas permis de douter des intentions des gouvernements Lula et Dilma dans le combat contre la pauvreté, de même que la conscience qu'ils ont du potentiel politique qu'ils peuvent retirer d'un appui des pauvres dans les élections, il en va tout différemment de leur comportement vis-à-vis des classes moyennes. En effet, ils ne semblent pas avoir fait preuve d'une telle perspicacité dans le calcul des pertes politiques potentielles relatives à l'insatisfaction des segments de la population qui exigent des services publics accessibles et de qualité. Ces segments de la population, dont certains se trouvent juste un peu au-dessus de la ligne de pauvreté absolue (le gros des travailleurs des activités dites informelles, et les salariés qui reçoivent entre la moitié et deux salaires minimums, soit entre 340 et 1 360 reals – 114 à 457 euros). D'ailleurs, le PT, en dehors des grands scandales de corruption qui l'ont éclaboussé (voir *supra*) et qui ont indigné la population en général et fourni du combustible aux partis d'opposition, n'a jamais vraiment connu de résistances politiques, une fois que les gouvernements du PT avaient montré leur intention de respecter les intérêts de la grande alliance qui compose sa base de soutien politique, notamment les détenteurs du pouvoir économique. En fait, Lula, malgré son origine « prolétaire », a davantage soutenu les couches les plus aisées et les intérêts des marchés financiers et des capitalistes qui en ont retiré des profits élevés, si l'on pense en particulier aux responsables du système bancaire et financier (et de leurs syndicats). La plus grande priorité des gouvernements n'est-elle pas en effet d'honorer la lourde dette publique nourrie par des taux d'intérêt très élevés – qui compromet la réorientation de la plupart des ressources de l'État [2] vers d'autres usages – en générant un excédent budgétaire primaire (superavit primaire) au détriment des dépenses et des investissements dans le domaine social ?

1. Le système de retraite est financé par les cotisations sociales. Il ne couvre donc que les titulaires d'un emploi, fonctionnaires, salariés des entreprises publiques et du secteur privé, mais laisse de côté tous les travailleurs du secteur informel (35 % de la population active) et les sans-emploi, autrement dit la population pauvre. En revanche, il existe un système universel de santé (le SUS), financé sur le budget de l'État, auquel tout le monde a accès. Les pauvres ne peuvent faire autrement que d'avoir recours à ce système de qualité médiocre tandis que les classes moyennes salariées lui « préfèrent » le système de médecine privé et l'assurance maladie privée.
2. En 2012, la dette publique mobilière fédérale a atteint 1 916,71 milliards de reals (632,14 milliards d'euros) (Tesouro Nacional, 2013) pour un PIB de 4 402,5 milliards de reals (1 451,96 milliards d'euros) (IBGE, 2013), ce qui représente 43,5 % du PIB. Le coût de refinancement de cette dette (650 milliards de reals, soit 214 milliards d'euros) correspond à rien moins que 30,7 % (14,8 % du PIB) du total général des dépenses du gouvernement en 2012 (2 118 milliards de reals, soit 698,53 milliards d'euros). Ce coût dépasse toutes les dépenses sociales réunies (540 milliards de reals, soit 178,09 milliards d'euros), soit 25,5 % (12,3 % du PIB) du total des dépenses du gouvernement, ainsi distribuées selon les ministères : Éducation, 3,41 % ; Prévoyance sociale, 15,46 % ; Santé, 4,05 % ; Travail et Emploi, 2,18 %; Développement social et lutte contre la faim, 2,57 % (Brasil, 2011).

Conclusion

Il est évident qu'aujourd'hui, la poursuite et le développement des politiques ciblées d'assistance aux pauvres, rentables au plan électoral et relativement peu coûteuses (0,4 % du PIB), se fait au détriment d'une consolidation du système de protection sociale universelle, plus complexe et plus onéreuse (les dépenses de retraite représentent à elles seules 11 % du PIB). En conséquence, une question centrale demeure : si les programmes d'assistance devaient atteindre l'objectif ciblé d'inclusion économique et sociale des populations pauvres, la nécessité d'une amélioration du système de protection sociale universelle ne se fera-t-elle pas de plus en plus sentir ? C'est ainsi qu'on peut donner sens selon nous aux récentes mobilisations urbaines qui ont ponctué l'hiver brésilien.

Sources :

Brasil (2011), « Orçamento da União exercício financeiro 2012, projeto de lei orçamentária », MPOG, Secretaria de Orçamento Federal, Brasília, http://www.planejamento.gov.br/secretarias/upload/Arquivos/sof/ploa2012/110831_ploa2012_vol 1.pdf.

Carta Maior (2013), « O alerta do Bolsa Família: quem sabe faz a hora », http://www.cartamaior.com.br/templates/postMostrar.cfm?blog_id=6&post_id=1251.

Cazes L. (2013), « Marcos Nobre: À crise de um sistema político fechado em si », Cebrap, http://www.cebrap.org.br/v2/news/view/327, 1 de Julho.

Fleury S. (2013), « À copa das manifestações - dez dias que sacudiram o Brasil », Unicamp, Plataforma Política Social, http://www.politicasocial.net.br/index.php/opiniao/235-opisfleuryjunho.html, 30 de Julho.

Gagnon M.-J., Lang K. (2008), « Brésil : Un syndicalisme aux prises avec ses contradictions », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 110, janvier, p. 33-42.

Galvão A., « Entre modération et radicalisme syndical », *Chronique internationale de l'IRES*, à paraître (2014).

Grzybowski C. (2013), « À rua como instituição democrática », *Revista Forum*, http://revistaforum.com.br/blog/2013/06/a-rua-como-instituicao-democratica/, 28 de Junho.

IBGE (2013), « Produto interno bruto, valores correntes », http://seriesestatisticas.ibge.gov.br/series.aspx?no=12&op=0&vcodigo=SCN52&t=produto- interno-bruto-br-valores-correntes.

Plataforma Política Social, www.politicasocial.net.br.

Sorj B. (2013), « Uma nova era na política brasileira? », http://www.iea.usp.br/publicacoes/textos/uma-nova-era-na-politica-brasileira, 26 de Junho.

Tesouro Nacional (2013), « Relatório mensal da dívida pública federal », Brasilia, Junho, https://www.tesouro.fazenda.gov.br/images/Texto_RMD_Jun___13.pdf